

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le Le 01 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CHEMOURS FRANCE

Accounts Payable-Défense Plaza
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9
92000 Nanterre

Références : IC-R/0019/23-SD/SL
Code AIOT : 0005104648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement CHEMOURS FRANCE implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 28/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur la thématique de l'eau. Dans ce cadre, l'exploitant a présenté les actions qu'il a menées sur son site depuis quelques années sur les substances et composés organiques fluorés. Le "porter à connaissance" du 30 juin 2022 concernant la mise en place d'un traitement en amont de la STEP (silos de charbon actif) de la plate-forme a également été abordé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMOURS FRANCE
- Usine de villers saint paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

L'établissement CHEMOURS (ex-Dupont de Nemours) à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les établissements Arkéma (Seveso Seuil Haut) et DOW (Seveso Seuil Bas). La plateforme est bordée :

- à l'Est et au Sud par la Rivière Oise, puis par la commune de Verneuil-en-Halatte ;
- au Nord et à l'Ouest, par la RD200 puis par les centres des communes de Rieux et de Villers-Saint-Paul.

Le site emploie environ 65 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- Substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 2.1	/	Sans objet
2	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 3.2	/	Sans objet
3	Modalités de surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 4.2	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 4.3	/	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'aborder la thématique des PFAS, bien qu' aucune réglementation, à ce jour, ne soit applicable en France.

Les PFAS sont des composés perfluoroalkylés et polyfluoroalkylés. Il existe plus de 4700 substances. Les plus connus sont le PFOA et le PFOS. Il existe plusieurs familles de PFAS. Ils sont utilisés depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives, résistantes aux fortes chaleurs et imperméabilisantes. On les retrouve dans des applications industrielles et dans des produits de consommation : textiles, emballages alimentaires, poêles, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, etc. Les PFAS se dégradent très peu, c'est pourquoi il est possible d'en retrouver trace dans l'environnement. À ce jour, il n'existe pas de seuil réglementaire pour les rejets dans l'environnement des PFAS dans la réglementation applicable aux ICPE. Toutefois, l'arrêté du 02/02/1998 introduit la valeur limite d'émission de 25 µg/L pour le rejet de la substance PFOS dans le milieu naturel à partir du 01/01/2023. Dans un autre domaine que la réglementation des ICPE, une valeur de 0,1 µg/l pour la somme de 20 PFAS définis sera applicable à partir du 01/01/2026 pour les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et 0,5 µg/l pour un autre paramètre plus global, intitulé « PFAS (total) ».

Les prescriptions contrôlées sont conformes.

L'exploitant a présenté l'historique des actions qu'il mène depuis plusieurs années concernant la recherche des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) et l'ensemble des substances et composés organiques fluorés sur le site de Villers Saint Paul, dont des campagnes de mesures. Il a été abordé la difficulté de mesurer ces éléments : d'un point de vue technique notamment pour identifier chaque élément à rechercher et également des méthodes de mesures pour les quantifier. Visiblement peu de laboratoires sont en capacité de réaliser toutes les mesures et peuvent mesurer avec précision les quantités de ces composés dans les grandeurs nécessaires (ppb, µg/l, µg/kg). Il a été constaté la présence de certains PFAS dont le 6:2 FTS dans les eaux de process, les eaux pluviales et l'Oise. Il a été retrouvé des PFAS dans les différents milieux analysés par Chemours (eau de l'Oise, eaux pluviales, eaux de process). Sur l'ensemble des PFAS retenus pour les analyses (une trentaine) certains sont mesurés en concentration relativement plus importante comme le 6:2 FTS. Des études complémentaires sont nécessaires afin d'identifier l'ensemble des PFAS qui pourraient être présents dans tous les milieux pouvant être impactés. L'exploitant a déjà engagé des actions de mesures et de réduction d'émissions des PFAS. Ces actions, qui sont en cours de déploiement à l'appui notamment de campagnes de mesures, et la mise en place d'un traitement en amont du rejet des eaux de process dans la STEP, conduiront à réduire d'environ 90 % les flux de PFAS connus et émis sur le site.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services en charge de la police des eaux ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les réseaux de collecte séparent les eaux non polluées, en particulier pluviales, des autres catégories d'effluents (eaux de refroidissement, eaux résiduaires, eaux domestiques, eaux pluviales souillées).</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection une photo aérienne du site avec les réseaux des eaux pluviales et les réseaux des eaux de process (usées). À cette présentation manquait le réseau des eaux d'approvisionnement.</p> <p>Le 05 octobre 2022, l'exploitant a transmis par courriel un plan des réseaux. Toutefois les points d'approvisionnement étaient absents. Le 23 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection, le plan mis à jour avec les approvisionnements en eau et la date de mise à jour du plan.</p> <p>Il est à noter que l'ensemble des réseaux du site de la société Chemours est géré en amont pour l'eau d'approvisionnement et en aval pour les eaux pluviales et les rejets des eaux de process par la société IWT. La société IWT est une ICPE soumise à autorisation qui a en charge la gestion de l'eau de l'ensemble des acteurs de la plate forme chimique de Villers Saint Paul.</p> <p>Les rejets des eaux pluviales sont dirigés vers l'Oise après traitement et contrôles par la société IWT.</p> <p>Les rejets des eaux usées de process sont dirigés sur la STEP gérée par IWT via 3 canalisations identifiées.</p> <p>Une canalisation pour le stockage R850, une canalisation pour le stockage R832/R834 et une canalisation pour le R831.</p> <p>Chaque stockage a un accès pour un prélèvement indépendant. Toutefois, pour un prélèvement homogène sur le stockage R850, le prélèvement est réalisé en bout de tuyauterie sur le préleveur automatique avant envoi à la STEP.</p> <p>Le sujet des rejets des PFAS a été abordé au cours de l'inspection. Le sujet est détaillé dans les points de contrôles suivants. Toutefois, dans le cadre de cette prescription, l'exploitant a détaillé lors de la présentation des réseaux tous les points de prélèvements sur le réseau des eaux pluviales et le réseau des eaux usées de process.</p> <p>Ainsi, le réseau des eaux pluviales a été maillé afin de connaître les concentrations en PFAS sur les eaux en amont arrivant sur la zone de la société Chemours et les eaux pluviales en aval après passage dans la zone d'emprise des activités du site. Ces points de prélèvements ont été identifiés et représentés sur un plan et sur le site par des ouvriers marqués spécifiquement.</p> <p>Les points de prélèvement en amont de la zone d'activité de Chemours sont au nombre de 4.</p> <p>Les points de prélèvement en aval de la zone d'activité de Chemours sont au nombre de 2.</p> <p>Ainsi, la société CHEMOURS a pu identifier la contribution éventuelle de ses activités sur les eaux pluviales.</p> <p>Les points de prélèvements des eaux usées de process sont ceux décrits ci-dessus.</p> <p>Dans le cadre de la démarche de recherche de PFAS sur le site de Villers Saint Paul, l'exploitant a également réalisé des analyses sur les eaux utilisées sur le site.</p> <p>Ces analyses effectuées de juin 2021 à novembre 2021 montrent la présence de PFAS et plus particulièrement de 6:2 FTS (PFAS présent majoritairement sur le site, voir point de contrôle suivant) dans la vapeur, l'eau brute et déminéralisée issue de l'Oise (prélevée en amont des rejets de la plate forme chimique de Villers Saint Paul).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 3.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises en vue de limiter les quantités d'eaux rejetées. Les eaux résiduaires des unités de production susceptibles d'être traitées par la station d'épuration interne de la plate-forme chimique de VILLERS ST PAUL sont dirigées exclusivement vers ladite station d'épuration pour y être traitées. Les eaux résiduaires dirigées vers la station d'épuration interne de la plate-forme chimique de VILLERS ST PAUL devront satisfaire aux conditions suivantes :		
Débit maximal journalier (m³/j)		250
Paramètres	Concentration maximale (moyenne hebdomadaire)	Flux maximal Journalier calculé par analyse hebdomadaire
MES	320 mg/l	50 kg
DCO	4400 mg/l	700 kg
AOX (Cl, I, Br)	10 mg/l	0,4 kg
Fluorure calculé par analyses mensuelles	48 mg/l	0,8 kg
<p>Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur, lorsqu'elle existe. Les méthodes d'analyses préconisées pour la mesure des fluorures sont les suivantes : NF T90-004 ou NF EN ISO 10304-1. L'exploitant devra réaliser dans un délai de huit mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une actualisation de son étude d'impact, sur les rejets en fluorure, et une étude proposant une réduction de ces mêmes rejets. À titre dérogatoire, durant ce délai le flux maximal de fluorure pourra excéder le seuil susvisé.</p>		
Constats : Le respect des seuils des paramètres de la présente prescription est étudié dans le point de contrôle suivant. L'exploitant a réalisé une étude complémentaire sur les rejets en fluorure le 28/12/2004. Cette étude a permis de déterminer deux recettes émettant davantage de fluorures. Ces deux dernières ne sont plus produites sur le site de Villers Saint Paul. Les prescriptions complémentaires proposées par ce présent rapport compléteront les études à mener notamment sur les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) et plus généralement les composés organiques fluorés. En complément, l'exploitant a précisé lors de la visite que, depuis fin 2014, les produits finis générés par le site sont dits à chaîne courte, c'est à dire à 6 carbones. Selon l'exploitant, cette modification de production supprime le risque que les produits se transforment en PFOA dans l'environnement (PFAS reconnu cancérigène et reprotoxique). Entre 1996 et 2014, les matières premières et les produits finis étaient composés d'une chaîne carbonée de 4 à plus de 12 éléments. Comme décrit au point de contrôle précédent, les eaux usées de process sont dirigées vers la STEP gérée par IWT via 3 canalisations. Du fait de la configuration des process, de son fonctionnement et des installations, le rejet issu de la canalisation reliée au stockage R850 représente plus 90 % du volume rejeté par la totalité des installations. Il est à noter que l'ensemble des rejets d'eaux usées de process est dirigé vers la STEP par "batch". Les rejets ne sont donc pas en flux continu. Ils sont envoyés à la STEP dès que le stockage concerné est plein. Concernant le R 850, le volume envoyé est égal au 3/4 de la cuve, c'est à dire environ 30 m³. Ce volume d'eau est ensuite géré par la STEP qui a son propre fonctionnement avec des bassins tampons et des bassins de traitement. Les eaux issues du traitement de la STEP qui proviennent à la fois des différentes entreprises de la plate-forme et du système ECOFLOW sont évacuées vers l'Oise. Le temps de passage du traitement des eaux de la société Chemours est estimé par les exploitants des installations de 7 à 10 jours. Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant a réalisé une campagne de recherche de différents PFAS dans les eaux de process entre décembre 2021 et mars 2022. L'exploitant a déterminé une liste de 30 PFAS dont le 6:2 FTS qui serait l'élément le plus généré par la production. Les trois effluents décrits ci-dessus ont été analysés indépendamment. Les rejets du stockage R850		

représentant la partie principale des rejets aqueux du site, l'exploitant a réalisé des campagnes d'analyse sur ces rejets afin d'identifier en lien avec le process des recettes de production qui génèrent le plus de PFAS. En juin 2022, deux recettes de production ont été identifiées. Les réseaux des eaux de process permettent d'isoler les rejets vers une cuve dénommée R851. L'exploitant a donc fait le choix d'isoler tous les rejets aqueux des deux recettes de production dans cette cuve et de faire traiter ces déchets à l'extérieur du site par incinération.

Selon l'exploitant ces volumes représentent environ 60 % du flux de PFAS émis à l'année par la société Chemours. Le flux total annuel estimé de PFAS selon les analyses effectuées par l'exploitant est de moins de 90 kg/an. Ce flux a été déterminé avant les actions menées par l'exploitant. Ainsi, ce flux serait désormais de l'ordre de 30 kg/an après le choix de traiter en déchet les deux recettes majorantes en terme de production de PFAS, selon l'exploitant.

Observations : Par ailleurs, la société Chemours a transmis à Madame la préfète de l'Oise un "porter à connaissance" concernant la mise en place de trois silos de charbons actifs qui vont être installés entre le rejet de la cuve R850 et le rejet dans la STEP de la société IWT. Ce point est plus détaillé dans la dernière partie du présent rapport afin de proposer un « donner acte » d'exploiter ces nouvelles installations telles que décrites au sein du porter à connaissance de Juin 2022 référencé R-22-06-025. Ce sujet a été évoqué lors de la présente visite d'inspection. En effet, cette installation permettrait notamment d'abattre significativement les PFAS sans pouvoir à ce jour déterminer précisément la concentration et le flux des PFAS en sortie de cette installation. Toutefois, selon l'exploitant, les premiers essais en laboratoire permettent de projeter un objectif de réduction de l'ordre de 99 %. Ainsi, l'exploitant projette un rejet estimé à 8 kg/an sur l'ensemble des points de rejets sur site.

En terme de concentration, une dizaine de mesures ont été réalisées par l'exploitant de décembre 2021 à mars 2022 sur les rejets du stockage R850. Le PFAS le plus présent dans les rejets est le 6:2 FTS. Les prélèvements ont été effectués en sortie de process avant le passage dans la STEP, avant le choix d'isoler les deux formulations les plus productrices de PFAS et avant la mise en place du traitement au charbon actif prévue pour décembre 2022. La concentration la plus élevée en 6:2 FTS a été d'environ 0.1 g/l le 10 mars 2022. D'autres PFAS ont été détectés comme le 4:2 FTS, le 8:2 FTS et des PFAS de la famille des PFCA, présents en moins grande concentration. En complément, la DREAL a sollicité l'exploitant concernant l'éventuelle présence des PFAS comme le 6:2 FTAB, le M4 et le 6:2 FTSA. Ces molécules sont identifiées dans la littérature disponible comme étant des substances proches du 6:2 FTS et pouvant être présentes également dans les process analogues et lors de certaines décompositions des PFAS.

L'exploitant a complété les informations le 22 novembre 2022 par courriel. La société CHEMOURS a réalisé d'autres prélèvements depuis le 29 septembre 2022 et a identifié d'autres PFAS pouvant être générés. Toutefois, les prélèvements n'étant pas représentatifs, l'exploitant n'a pas été en mesure de réévaluer le flux annuel de PFAS pouvant être émis sur le site de Villers Saint Paul.

Les autres points de rejets du process sont moins importants en terme de quantité rejetée et aussi en concentration de PFAS, selon les analyses réalisées par l'exploitant. À ce jour, l'exploitant ne prévoit pas de traitement ou d'actions sur ces points de rejets du fait de leur impact proportionnellement moins important.

Ainsi selon les actions mises en œuvre par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de l'Oise de prescrire un suivi des PFAS dans l'environnement et d'encadrer la mise en place d'un traitement efficace pour l'abattement des composés organiques fluorés.

Par ailleurs, le jour de l'inspection, l'exploitant a sollicité la DREAL afin que les paramètres de suivi des eaux de process soient mis à jour. En séance, la DREAL a précisé que les paramètres pouvaient être mis à jour dans le cadre d'un porter à connaissance avec les éléments techniques permettant de prescrire les données. Ces informations doivent être communiquées avec les arguments techniques dont notamment la capacité technique de la STEP à pouvoir accepter les paramètres concernés (concentration et flux).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modalités de surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assurera de la compatibilité des effluents de l'atelier DFF avec le bon fonctionnement de la station d'épuration et le respect des normes de rejets à l'Oise. Une mesure hebdomadaire sera effectuée à l'exutoire de la station d'épuration du débit massique et de la concentration des composés du fluor (en F) et des composés organiques de chlore (en AOX). Les méthodes d'analyses préconisées pour la mesure des composés du fluor sont les suivantes : NF T90-004 où NF EN ISO 10304-1. Les résultats de ces mesures seront transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant enregistre régulièrement sous GIDAF toutes les analyses effectuées sur les rejets du stockage R850 selon les paramètres du point de contrôle précédent (Débit, MES, DCO, AOX et Fluorure). Les fréquences d'analyses sont respectées. Le 5 octobre 2022, l'exploitant a transmis l'ensemble des analyses de son autosurveillance de l'année 2022. Les concentrations et les flux sont respectés à chaque analyse excepté le 3 avril et le 2 mai 2022 pour la concentration en AOX. Le flux était conforme. Sur l'année 2022, le site ne respecte pas la concentration en DCO sur quelques mesures. Le flux est respecté. Une convention a été signée entre la société IWT et Chemours le 19/11/2020. Les flux et les concentrations mesurés par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance sont en dessous des seuils techniques fixés par la convention (capacité de la STEP). Les analyses sont effectuées sur les rejets du stockage R850. Les autres points de rejets (R831 et R832/834) sont considérés par l'exploitant comme des sous produits étant donné leur composition chimique et la difficulté à analyser les échantillons du fait de la présence d'eau en très faible quantité et la présence d'acides et de bases. Concernant le suivi des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- poly- fluoroalkylées -), l'exploitant réalise depuis juillet 2022 une mesure quotidienne dans les eaux de rejets du R850 vers la STEP de la plate forme chimique de Villers Saint Paul. La fréquence de ces rejets sont dépendants de la production par batch comme décrit précédemment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place une surveillance des eaux souterraines de son établissement situé à Villers-Saint-Paul. L'exploitant réalise deux fois par an un prélèvement dans chacun des 12 piézomètres repérés sur le plan joint en annexe et définis comme suit :</p> <p>[...]</p> <p>Sur chacun des prélèvements les analyses portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les molécules volatiles selon la méthode américaine EPA 524 ou équivalente - Les molécules semi-volatiles selon la méthode allemande CLW-10 1996 ou équivalente - Les métaux suivants : cuivre, zinc, mercure, plomb, chrome, molybdène et arsenic. <p>L'exploitant réalise également un suivi des niveaux piézométriques dans chacun des 12 piézomètres au moins une fois par trimestre.</p>
<p>Constats : La surveillance des eaux souterraines est réalisée pour l'ensemble de la plateforme par le délégataire des utilités la société VSPU. Les fréquences sont respectées.</p> <p>Dans le cadre de la visite d'inspection et de la thématique des PFAS, il a été demandé à l'exploitant de réaliser des mesures sur les substances et composés organiques fluorés et plus particulièrement les composés présents dans le process de la société Chemours.</p> <p>L'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires proposé à Madame la Préfète de l'Oise intégrera la mise à jour de cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5.5 et 8.5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105 ; - teneur en hydrocarbure inférieure à 10 mg/l, conformément à la norme NFT 90-114 ; - demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ; - demande biologique en oxygène sur effluent non décanté (DBOs) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103.
<p>Constats : Le site Chemours est situé sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul où sont présents d'autres industriels (ICPE).</p> <p>Les eaux pluviales de l'ensemble de la plate forme sont gérées par la société IWT.</p> <p>Ainsi les paramètres et les analyses des eaux pluviales du site Chemours sont suivis par la société IWT.</p> <p>Les paramètres sont contrôlés et les analyses sont effectuées selon les fréquences définies. Les résultats sont enregistrés et transmis par la société IWT via GIDAF.</p> <p>Dans le cadre des actions menées par l'exploitant sur les PFAS, ce dernier a réalisé des analyses entre juin 2021 et février 2022 sur les eaux pluviales selon les points décrits au point de contrôle n°1.</p>

Ainsi, 6 points de prélèvements ont fait l'objet d'analyses. 4 points (dénommés D1, D3, D6, D5) que l'on peut qualifier être en amont hydraulique de la zone de production de la société Chemours sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul et 2 points (D2 et D4) en aval hydraulique. Le point D2 étant d'un point de vue hydraulique le seul point récoltant uniquement les potentiels rejets de la société Chemours.

Les points D5 et D6 sont en aval hydraulique d'une zone de la plate forme où il n'y a plus d'activité. Les réseaux sont certainement moins entretenus et il a été constaté la présence de boues lors de l'inspection. De ce fait le flux est moins important voire inexistant. Sur ces deux points de prélèvement, il a été réalisé uniquement une mesure en juin 2021. Il a été constaté la présence de PFAS de la famille des PFCA, du 6:2 FTS et du 8:2 FTS. La concentration la plus importante a été mesurée en juin 2021 sur le paramètre 6:2 FTS à 19 µg/l.

Sur les autres points de mesure, 6 prélèvements ont été réalisés. Les PFAS qui ont pu être retrouvés lors de ces différents prélèvements sont majoritairement les mêmes. Ainsi il a été mesuré des concentrations au-dessus de la limite de quantification pour les PFAS de la famille des PFCA, du 6:2 FTS et du 8:2 FTS et du PFOA (linéaire). Les plus grandes concentrations mesurées ont été sur la journée du 26/11/2021. Le maximum mesuré a été la concentration en 6:2 FTS au point D4 c'est-à-dire le point rassemblant tous les effluents de la plate forme avant traitement et rejet dans l'Oise. La concentration était de 47 µg/l. Le 26/11/2021, pour le 6:2 FTS, il a été mesuré respectivement en D1 et D3 (amont hydraulique) 31 µg/l et 20 µg/l. En aval hydraulique (D2 et D4), le même jour, il a été mesuré en 6:2 FTS respectivement 34 µg/l et 47 µg/l.

Ainsi, ces mesures montrent que certains PFAS sont présents sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul au delà de l'emprise des activités de Chemours.

Avec le peu de prélèvements réalisés à ce jour, en matière de rejets d'eaux pluviales, il est difficile de conclure que l'activité et/ou l'emprise de la zone d'activité de la société Chemours sur la plate forme de Villers Saint Paul est celle qui a le plus d'impact sur les concentrations rejetées à l'Oise par rapport aux autres surfaces lessivées de la plate forme chimique de Villers Saint Paul. Selon le fonctionnement normal des activités et de la configuration des installations de Chemours, aucun rejet chargé en PFAS ou autre rejet de process ne devrait rejoindre le réseau des eaux pluviales. Cette présence peut être due à l'historique des activités de la plate-forme et/ou des rejets atmosphériques.

Une étude plus développée est nécessaire afin d'évaluer l'origine de ces observations. Ainsi, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de l'Oise un arrêté de prescriptions complémentaires dans cet objectif.

Observations : En complément des mesures sur les eaux du site de Villers Saint Paul, l'exploitant a mené deux campagnes de mesures au sein de l'Oise. Les prélèvements ont été réalisés le 10/05/2022 et le 11/07/2022. Les analyses ont également porté sur une trentaine de PFAS dont le 6:2 FTS.

Les prélèvements ont été réalisés en amont et en aval hydraulique de la plate forme de Villers Saint Paul.

Les résultats montrent une présence de certains PFAS en amont hydraulique de la plate forme de Villers Saint Paul.

Ces PFAS sont notamment les PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFNA et PFHxS.

En aval hydraulique de la plate forme, il a été mesuré la présence de ces mêmes PFAS avec en plus notamment la présence de 6:2 FTS et du 4:2 FTS.

À noter que la plus forte concentration dans l'Oise mesurée lors de ces campagnes a été relevée le 16/06/2022 sur le 6:2 FTS avec une valeur de 0,072 µg/l.

L'exploitant a réalisé la démarche de sommer les 20 PFAS nommément désignés dans la future réglementation sur les paramètres de l'eau potable et a informé la DREAL que le futur seuil de 0,1 µg/l n'était pas atteint dans les prélèvements réalisés en aval hydraulique de la plate forme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet